

OMC à Hong-Kong : contre le diktat des multinationales !

mercredi 21 décembre 2005, par [CADTM](#) (Date de rédaction antérieure : 20 décembre 2005).

Le texte de compromis adopté à Hong-Kong par les pays membres de l'OMC est un mauvais texte destiné à sauver la face des principaux négociateurs de ce sommet. Les pays qui rechignaient à signer ont été soumis à d'intenses pressions, comme d'habitude à l'intérieur de l'enceinte opaque de l'OMC.

Après les échecs retentissants de Seattle (1999) et Cancun (2003), ce symbole de la libéralisation forcenée n'avait plus droit à l'échec. Un nouveau pas a été franchi dans le sens de l'ouverture des marchés et de la libéralisation des échanges commerciaux internationaux.

Le CADTM tient à rappeler que derrière ces mots, se cache un système visant à soumettre l'économie mondiale aux intérêts des marchés financiers et des sociétés multinationales. Depuis le début des années 1980, la libéralisation financière et commerciale est à l'œuvre sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. La naissance de l'OMC en 1994 a complété ce dispositif infernal.

L'action concertée du trio OMC / FMI / Banque mondiale forme un tout parfaitement cohérent au service du modèle économique dominant. Le levier de la dette permet d'exercer un odieux chantage pour amener les pays du Sud à accepter une ouverture de leurs marchés et une soumission aux brevets, notamment aux brevets pharmaceutiques qui rendent inaccessibles au Sud la trithérapie contre le sida.

Mais un allègement de dette obtenu en contrepartie d'une plus grande libéralisation commerciale ne peut représenter une solution équitable puisque les conséquences sociales en terme d'emploi et de pouvoir d'achat sont désastreuses. Voilà pourquoi le FMI a annoncé, à l'occasion du sommet de Hong-Kong, la création d'une nouvelle ligne de crédit destinée aux pays les plus pauvres qui vont subir la libéralisation commerciale programmée, augmentant ainsi leur dette.

Au Nord comme au Sud, les mêmes causes produisent les mêmes effets : réduction des budgets sociaux, privatisations massives, captation des richesses nationales par des intérêts privés, détérioration des conditions de vie de l'immense majorité des individus.

Même si tout n'est pas encore fixé, les négociations vont continuer dans les prochains mois dans le sens d'un renforcement de cette logique refusée par des milliards d'hommes et de femmes.

Le CADTM réaffirme son opposition absolue aux orientations de l'OMC, du FMI et de la Banque mondiale, qui conduisent à dépouiller les peuples de leurs droits fondamentaux.